

***L'Assemblée Générale des adhérents du SNFOLC 59 s'est réunie le jeudi 20  
janvier 2022.***

*L'AG a approuvé les comptes, donné quitus aux trésoriers et élu la commission exécutive ainsi que la commission de contrôle des comptes à l'unanimité.*

*Un rapport d'activité a été présenté par le secrétariat départemental. Nous avons fait l'état des lieux de la situation à travers les interventions des participants.*

*La déclaration suivante a été approuvée à l'unanimité.*

Nous constatons une dégradation inédite de nos conditions de travail. La grève massive et historique du 13 janvier est l'expression d'une colère profonde qui s'enracine bien au-delà de la gestion calamiteuse de la pandémie par le mépris, la menace et les injonctions contradictoires, qui ne masquent pas cette triste réalité : depuis deux ans le ministère n'a jamais réussi à protéger les personnels et les élèves de façon efficace.

Comme dans les hôpitaux, le gouvernement a poursuivi, malgré la crise sanitaire, sa politique de suppressions de postes *quoiqu'il en coûte* aux personnels, aux élèves et à leur famille, qui paieront les conséquences du manque de moyens mis à leur disposition. Pourtant le ministre Blanquer a rendu 75 millions au budget en 2021, dont 40 millions destinés à la mission « vie de l'élève », c'est-à-dire des moyens consacrés

à la santé et l'inclusion scolaire. Pourtant, nous le constatons chaque jour, les élèves en situation de handicap manquent d'accompagnants ! Et les tous élèves ont plus que jamais besoin que l'on se préoccupe de leur santé !

Le ministre aura supprimé 8 000 postes dans le second degré, soit l'équivalent de 166 collèges. La moyenne d'effectifs est de plus de 30 élèves par classe, portant les effectifs en lycée à plus de 35 élèves.

Le ministre a sciemment décidé d'augmenter la charge de travail des personnels en multipliant les HSA dans les dotations des établissements et en décrétant la 2ème HSA imposable, y compris pour les temps partiels. Cela préfigure-t-il la redéfinition de notre temps de travail annoncée par le président candidat et l'ajout de nouvelles missions à nos obligations de service, comme le remplacement des absences de courte durée, ainsi que le préconise la cour des comptes ?

Travailler plus pour gagner moins, pourrait d'ailleurs être son slogan auprès des personnels de l'éducation nationale. Le Grenelle de l'éducation a entériné la paupérisation de toute la profession en refusant l'augmentation du point d'indice. Le saupoudrage de quelques primes n'y change rien. Aujourd'hui, pour retrouver la valeur réelle du point d'indice de janvier 2000 (en euros constants), il faudrait en augmenter la valeur à hauteur de 22,68 % !

## VAGUE DE COLÈRE A L'ÉDUCATION NATIONALE



En finir avec le statut de fonctionnaire d'État est-il l'autre objectif du gouvernement ?

L'expérimentation menée dans les écoles marseillaises autorise un directeur d'école à recruter lui-même ses « équipes pédagogiques. » Si cette expérimentation était généralisée, les écoles publiques fonctionneraient dès lors comme les écoles privées sous contrat.

Une autre expérimentation, menée dans les académies d'Amiens et de Toulouse, vise à confier la gestion du remplacement des professeurs à une start up. Une entreprise privée envoie donc des ordres de missions à des professeurs de l'éducation nationale par le biais d'une application nommée andjaro ! Le travail des agents administratifs est externalisé !

Force est de constater que la loi dite de « transformation de la fonction publique » a rendu opaques et arbitraires tous les actes de gestion de nos carrières comme les promotions et les mutations en supprimant le contrôle des commissaires paritaires, pourtant élus lors des élections professionnelles de 2018. Que devient l'indépendance garantie par notre statut ?

### L'AG du snfolc 59 revendique :

\_ L'augmentation du point d'indice de 22 % et 183 euros d'augmentation immédiate pour tous et le retour à l'indexation des pensions sur les salaires

\_ Le recrutement de personnels à hauteur des besoins et l'annulation immédiate des suppressions de postes prévues à la rentrée 2022

**LES PROFS EN COLÈRE DEMANDENT :**

LE MAINTIEN DU BAC, L'ABANDON DU P.L.E

L'AUGMENTATION DES SALAIRES

LA CRÉATION DE POSTES LA DÉFENSE DES STATUTS



\_ Le maintien et le renforcement du statut général et des statuts particuliers, et le rétablissement des prérogatives des CAP

\_ L'arrêt de toutes les expérimentations, de la comédie des évaluations d'établissement, des réunions chronophages et des formations imposées en dehors du temps de travail

\_ L'abrogation de la réforme Blanquer du baccalauréat pour un retour à un diplôme premier grade universitaire, sanctionné par des épreuves ponctuelles, terminales et anonymes.

\_ La création de toutes les places nécessaires dans l'enseignement supérieur et la suppression de parcoursup'

\_ Les moyens d'une inclusion personnalisée par la consolidation des structures adaptées ULIS, SEGPA, EREA, IME... et le recrutement d'accompagnants bénéficiant d'un statut et d'une formation.

\_ L'abrogation de la réforme PPCR qui allonge les carrières et évalue les personnels de manière arbitraire

et incohérente

\_ Le maintien du code des pensions civiles et militaires et l'abandon total et définitif de la réforme des retraites qui la transforme en système à points et supprime les régimes spéciaux.

\_ Le renforcement de la sécurité sociale en vertu de son principe fondateur : chacun paie selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

**NOTRE FORCE**



**C'EST NOS COTISATIONS**

Nous mettrons tout en œuvre pour faire aboutir ces revendications.

Cela passe par une participation massive à la journée interprofessionnelle de grève du 27 janvier à l'appel de FO, la CGT, la FSU, SUD, de la FCPE et des organisations lycéennes.

Cela passe par le renforcement de la section départementale, par la progression de la syndicalisation, la formation des adhérents et la préparation des élections professionnelles de décembre 2022.

L'AG décide également de proposer une délégation à la conférence nationale en défense du baccalauréat du 4 février et au congrès confédéral de juin à Rouen.

**Avec FO, résistons, revendiquons, reconquérons !**

